Gambie : À quelques mois de la présidentielle, Jammeh met la pression sur Barrow

Page 2



Politique - Science - Education- Société- Economie-Technologies

Le Quotidien Numérique d'Afrique

du vendredi 07 mai 2021

N°1618 02 BP 5805 Ouagadougou 02 Tél: +226 76 60 97 21/ +226 25 41 10 00 BURKINA FASO Téléchargeable Prix : 0,30 €/200 FCFA

www.quotidiennumerique.com Autorisation officielle n°1699/2017/CAO/TGI.OUA/P.F.

Le HCR et le Maroc veulent aider les (très) jeunes réfugiés à retrouver le chemin de l'école

Page 9



L'ONU saisie par des associations pour non protection des mineurs migrants en France

Page 8



GAMBIE

À quelques mois de la présidentielle, Jammeh met la pression sur Barrow

En exil en Guinée équatoriale depuis décembre 2016, Yaya Jammeh veut rentrer en Gambie, à en croire le site d'information dakaractu.com. Il en avait déjà émis le souhait en 2020. L'ancien président semble plus que jamais déterminé à remettre les pieds au pays qu'il a dirigé d'une main de fer pendant 22 ans.



Pour rentrer au bercail, l'ancien président de la Gambie Yahya Jammeh évoque l'augmentation des cas de vol à main armée et des homicides pour dénoncer ce qu'il appelle l'incapacité de son successeur à tenir les rênes du pays. Est-ce une façon pour lui de dire qu'il manque aux Gambiens? Cela y ressemble fort car dans l'élément sonore écouté par nos confrères de Nation Africa, l'ancien dictateur a indexé d'autres carences de son successeur, notamment le «taux élevé de la mortalité maternelle», selon dakaractu.com. Cependant, aux chefs religieux, il a rappelé le devoir de tenir un discours de vérité face à ce qu'il qualifie de dégradation des conditions de vie des Gambiens.

Yahya Jammeh qui vit en Guinée Équatoriale assure que «tout ça prendra fin bientôt». Ce qui semble en dire beaucoup sur les intentions du natif de Kanilai qui rappelle à l'administration Barrow l'accord qui l'avait conduit à démissionner en 2017.

Vaincu lors de la présidentielle de 2016, Yahya Jammeh a reconnu sa défaite avant de tourner casaque en demandant une nouvelle tenue des élections. Sous l'impulsion du Sénégal, la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest a décidé d'intervenir militairement en Gambie pour pousser l'ancien putschiste à la sortie. Ce que Jammeh fit finalement. Mais dans l'enregistrement audio, il dément avoir été contraint à quitter son pays. Le successeur de Dawda Jawara affirme plutôt avoir voulu prendre des vacances.

La sortie de l'ancien homme fort de Banjul intervient

La suite à la page 3

GHANA

La suite de la page 2

au même moment que celle d'un ancien vice-ambassadeur de la Gambie auprès de l'Organisation des Nations unies. Il a confié avoir abordé, lors d'une audience avec Adama Barrow, le possible retour de Jammeh. Selon toujours dakaractu.com, qui cite Fatunetwork, Samsedin Sarr a affirmé avoir rencontré le président gambien le lundi 3 mai 2021. «Nous avons également évoqué la situation politique du pays et la volonté de son parti d'aller vers une réconciliation avec tous les autres partis politiques, en particulier avec l'APRC», dit Sarr sur son compte Facebook.

À l'en croire, le chef de l'État gambien est favorable au sujet du retour de son prédécesseur et serait même prêt à accorder à lui accorder le traitement dû à son rang au nom de la cohésion nationale. Mais pas sûr qu'après avoir écouté cet enregistrement audio, Adama Barrow qui brigue un deuxième mandat balise la voie à Yahya Jammeh.

Oumou Konaté

Début des négociations pour la fixation d›un nouveau salaire minimum



Le salaire minimum journalier au Ghana qui était de 11,82 cedis (environ 2 dollars) va connaître une augmentation

Les pourparlers en vue d'établir un nouveau salaire minimum pour 2021 ont démarré au Ghana au sein du Comité national tripartite composé du gouvernement, des associations des employeurs et des syndicats. Selon l'agence Ecofin, l'annonce a été faite le 1er mai par le président ghanéen Nana Akufo-Addo, à l'occasion de la célébration de la fête du Travail, placée sous le thème : « Relance économique à l'ère de la covid-19 : le rôle des partenaires sociaux ».

L'Agence Ecofin indique que l'initiative va accompagner les dispositions déjà prises par le gouvernement ghanéen pour assurer la préservation des emplois et plus globalement, la résilience des travailleurs face à la crise de la covid-19.

Pour cela, le Comité national tripartite a mis en place une équipe technique chargée d'examiner les modalités de détermination du salaire minimum national pour cette année. Elle dispose de deux semaines pour soumettre son rapport au Comité en vue d'une discussion plus approfondie et

La suite à la page 4

La suite de la page 3

une conclusion sur le salaire minimum.

Le salaire minimum journalier au Ghana qui était fixé à 11,82 cedis (environ 2 dollars) après une hausse en 2019, va connaître une nouvelle augmentation, à l'issue des négociations, rapporte l'agence Ecofin, citant le ministre de l'Emploi, Ignatius Baffour Awuah, qui a indiqué devant la presse le 22 avril 2021 que les négociations commenceraient après la soumission du rapport. La mesure d'augmentation du salaire minimum devrait compléter les dispositions gouvernementales visant à assurer la résilience des travailleurs face à la covid-19, notamment la préservation des emplois.

Le chef de l'Etat a exhorté les syndicats à travailler avec les autorités publiques et à accepter les changements en perspective, dans le cadre de la reconstruction et du développement de l'économie du pays.

Leylatou TIENDREBEOGO

NIGERIA

L'armée fait bloc derrière le président Buhari



«Nous continuerons à rester apolitiques, fermement fidèles au président Muhammadu Buhari et à la Constitution de 1999" selon le porte-parole de l'armée Onyema Nwachukwu

L'armée nigériane a exprimé son soutien au président Muhammadu Buhari, critiqué de toutes parts pour son incapacité à endiguer l'insécurité dans le pays, selon un communiqué des Forces armées nigérianes rapporté par TV5 Monde.

En effet, les forces armées nigérianes soutiennent le gouvernement malgré la mauvaise situation sécuritaire et les critiques visant le président Buhari, un ancien général âgé de 78 ans, jugé incapable d'assurer la sécurité du pays. «Nous déclarons catégoriquement que les forces armées du Nigeria demeurent totalement dévouées à l'administration actuelle ainsi qu'à toutes les institutions démocratiques qui lui sont associées», a déclaré le porte-parole de l'armée, Onyema Nwachukwu, cité par TV5 Monde. «Nous continuerons à rester apolitiques, subordonnés à l'autorité

La suite à la page 5

NIGERIA

La suite de la page 4



Le président Buhari s'est entretenu avec ses principaux chefs de la sécurité

civile, fermement fidèles au président, commandant en chef des forces armées de la République fédérale du Nigeria, au président Muhammadu Buhari et à la Constitution de 1999 telle qu'elle a été amendée», a ajouté le porte-parole de l'armée.

Le Nigeria, pays le plus peuplé d'Afrique, est en proie à de multiples conflits, avec entre autres, une insurrection djihadiste dans le nord-est, des attaques de bandes criminelles qui pratiquent des enlèvements de masse dans le nord-ouest et celles de séparatistes qui visent les forces de sécurité dans le sud-est. Face aux différentes menaces, le parlement nigérian a demandé au chef de l'Etat, la semaine dernière, de déclarer l'état d'urgence, a ajouté notre source.

Au même moment, une avalanche de déclarations de parlementaires, de gouverneurs locaux et même du lauréat du prix Nobel de littérature Wole Soyinka, ont appelé le président Buhari à contenir les violences. «Notre nation est en guerre. Ceux qui se sont révélés faibles et incapables doivent apprendre à ravaler leur fierté et à chercher de l'aide», a exhorté le prix Nobel de littérature.

Leylatou TIENDREBEOGO

BURKINA FASO : Lancement du 2e édition du prix international de poésie Jacques Prosper Bazié

Le Centre International de Recherches et de Créations Artistiques (CIC'ART) a animé un point de presse ce 5 mai 2021 à Ouagadougou. Sujet principal à l'ordre du jour: le lancement de la deuxième édition du prix international de poésie "Jacques Prosper Bazié" (JPB). A l'occasion, en plus des témoignages, des hommages ont été rendus à l'illustre regretté homme de lettres dont le prix porte le nom.

Du 11 au 15 mai 2021 aura lieu au Burkina Faso, la deuxième édition du prix international de poésie JPB. Comme à l'accoutumée, elle se tiendra à Ouagadougou. Innovation majeure cette

La suite à la page 6

La suite de la page 5



«Jacques Prosper Bazié fut un baobab de la littérature burkinabè», selon le président du CIC'ART, Stanilas Drabo

année: la décentralisation des activités à Bobo-Dioulasso, la deuxième ville du pays. Selon les organisateurs, « c'est dans l'optique d'apporter sa pierre à la construction de l'édifice qu'est le vivre ensemble, que le CIC'ART organise ce prix». Cette distinction en plus d'être un prix littéraire, se veut d'être un «cadre de formation, d'initiation de jeunes auteurs à la production littéraire professionnelle et surtout un cadre de promotion de jeunes talents et de leurs productions», ont-ils ajouté.

Pour prendre part au concours, deux conditions sont à remplir: avoir un âge compris entre 17 et 30 ans et n'avoir pas une œuvre déjà éditée.

Ce prix sera composé de prix spéciaux prenant en compte le genre avec à la clé une attestation.

A en croire les organisateurs, la dénomination du prix tient compte du statut d'homme de lettres du regretté JPB et de ses qualités humaines. A les entendre, JPB, en plus d'être un grand littéraire du pays des Hommes intègres, était aussi un homme plein d'humanisme qui faisait la promotion des littéraires en herbe. Et c'est sans détour que les conférenciers par la voix du président Drabo l'ont qualifié de «baobab de la littérature burkinabè».

Né le 21 mars 1955, JPB était un homme de lettres burkinabè. Il déposera à jamais la plume le 30 septembre 2014 à l'âge de 59 ans.

Abdoul Karim TAPSOBA

BOTSWANA : Un spécialiste des relations publiques bientôt roi

Ewetse Khama, chargé de relations publiques à APO Group, service panafricain de conseil en communication et de distribution de communiqués de presse quitte son poste pour être le de la tribu Bamangwato. Un parcours qui parait atypique mais travailler dans le secteur des relations publiques en Afrique s'est révélé très formateur et présente un atout pour les grands fefis qui l'attendent.

Selon le journal NNN, Ewetse Khama a quitté son poste au sein d'APO Group le 03 mai 2021, pour aller servir son pays et son peuple.

La suite à la page 7

BOTSWANA

La suite de la page 6



Il quitte sa carrière dans les relations publiques pour se mettre au service de son peuple

Il était le leader panafricain du conseil en relations presse et de la distribution de communiqués de presse de APO Group. Cette année, le père d'Ewetse, Sekgoma Tshekedi Khama, s'est retiré du service actif auprès de la tribu Bamangwato et son fils aîné, Ewetse, a alors hérité de son rôle de Kgosi, terme botswanais signifiant « chef », « roi » ou « aîné » au sein de la famille Khama, l'une des familles royales les plus importantes du Botswana.

D'après le journal Pages Afrik, le Botswana est l'un des pays les plus pacifiques d'Afrique. Ewetse attribue en partie ce fait au rôle accordé aux chefs traditionnels. Ils y servent d'intermédiaires entre le gouvernement et le peuple dans le but, notamment, de promouvoir harmonie et compréhension. Cela pourrait être l'une des raisons pour lesquelles Ewetse s'est véritablement épanouie dans le secteur des relations publiques. Cette profession aura ainsi contribué à le préparer aux grands défis qui l'attendent.

Ewetse explique qu'il avait envie de faire les choses pour et par lui-même, de forger sa propre carrière, plutôt que d'exploiter son nom ou son statut. Il ajoute que le nom Khama ouvre de nombreuses portes avec de nombreux choix qui s'offraient donc à lui. Il pouvait être ou faire ce qu'il voulait. Cela dit, il a toujours eu un fort penchant pour la communication et la collaboration avec les gens. L'univers des RP lui a donc semblé être le choix idéal. Travailler au sein du service de relations publiques d'APO Group a donné à Ewetse des bases solides et un sentiment de normalité. Cette opportunité lui a également permis d'élargir son horizon sur la scène internationale et l'a amené à formuler de nouvelles perspectives sur l'Afrique après avoir reçu son éducation en Europe. Ewetse est convaincu que sa carrière dans les relations publiques y compris l'expérience accumulée au sein d'APO Group fera de lui un meilleur leader.

Fatimata COMPAORÉ

FRANCE

L'ONU saisie par des associations pour non protection des mineurs migrants en France



La France commet-elle des violations de droits à l'encontre des mineurs non accompagnés ?

Le Comité des droits de l'enfance des Nations Unies a été saisi par plusieurs associations, dont le Conseil Français des Associations pour les Droits de l'Enfant et Kids Empowerment pour des questions liées à la vie et la prise en charge des migrants mineurs dans l'Hexagone.

Le Conseil Français des Associations pour les Droits de l'enfant (COFRADE) et Kids Empowerment et beaucoup d'autres associations ont annoncé avoir saisi le 03 mai 2021, le Comité des droits de l'enfant des Nations Unies pour l'ouverture d'une enquête sur des cas de violations des droits des mineurs non accompagnés en France.

Le but étant d'ouvrir une enquête sur les violations commises par la France, alors qu'elle est signataire de la Convention internationale des droits de l'enfant. Puis, d'obtenir des « observations et recommandations nécessaires à la protection des droits de ces enfants ».

En effet, selon ces associations de défense des droits de l'Homme citées par Le courrier de l'Atlas, la France commet des « violations graves et systématiques » des droits des mineurs non accompagnés (MNA).

Des preuves en soutien de leur action

Pour mener à bon port leur action, les associations affirment avoir fourni de « nombreuses données quantitatives et qualitatives, y compris des éléments

La suite à la page 9

La suite de la page 8

concrets issus d'expériences de terrain illustrant des violations graves et systématiques des droits des MNA par la France, et notamment leur droit à une protection inconditionnelle ».

Selon les informations rapportées par Le Courrier de l'Atlas, le rapport 2020 « observations des violences d'Etat à la frontière franco-britannique » de Human Rights Observers, à Calais et Grande-Synthe, indique qu'en moyenne, ce sont 209 mineurs isolés que des associations non mandatées rencontrent chaque mois. Un chiffre que l'ONG estime largement sous-représenté étant donné que certains enfants ne communiquent pas avec les associations et que d'autres « accèdent directement à la mise à l'abri via l'association mandatée et ne sont donc pas intégrés à ce chiffre ».

Manque de vivres

INFO MIGRANTS sur sa page Facebook note "qu'Actuellement, des milliers de mineurs non accompagnés ne peuvent compter que sur l'aide des associations et de collectifs citoyens engagés, alors que chacun d'entre eux devrait relever de la protection de l'enfance à la charge des pouvoirs publics français". Les associations pointent également un " déni de minorité » envers ces enfants ce qui les privent de fait du dispositif national de protection de l'enfance et des « inégalités de traitement de ces enfants au sein du territoire français ". "Ils se voient fréquemment refuser une protection au motif que leur minorité est contestée, contrevenant au principe de présomption de minorité ", affirment les associations. Dans ce cas de figure, les principaux intéressés n'ont donc pas accès à une mise à l'abri.

Notons que cette saisine vise à interpeller les Nations Unies sur le cas de ces migrants et également les autorités françaises sur la nécessité de prise en charge de ces mineurs non accompagnés se trouvant sur leur sol.

Dakissaga Lucien

Le HCR et le Maroc veulent aider les (très) jeunes réfugiés à retrouver le chemin de l'école

L'éducation étant un droit pour tous, le Haut Commissariat des Réfugiés et le Maroc ont décidé d'unir leurs forces pour permettre aux jeunes réfugiés de reprendre le chemin de l'école. Le jeudi 29 avril 2021, l'ONU et le royaume chérifien signaient une convention pour favoriser une meilleure intégration des réfugiés au Maroc via le système scolaire. Près de 3000 d'entre eux ont moins de 18 ans.

Selon le site Info Migrants sur sa page Facebook,l'objectif commun du royaume chérifien et de l'ONU qui ont signé cette convention le 29 avril vise à permettre les jeunes migrants de reprendre

La suite à la page 10

MAROC

La suite de la page 9



photo d'illustration: deux mineurs syriens derrière leur camp d'hébergement quelque part dans le désert

le chemin de l'école.

Cet accord a été plus précisément conclu entre le Haut-commissariat de l'ONU pour les réfugiés (HCR) et le ministère marocain de l'Education nationale, de la formation professionnelle, de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique.

«Notre objectif est clair : l'intégration des immigrés via le système scolaire marocain», résume François Reybet-Degat, le représentant du HCR au Maroc, joint par InfoMigrants. Concrètement, cette convention doit inciter les réfugiés à retourner sur les bancs de l'école, du collège et de l'université où ils pourront prendre des cours d'arabe, de culture marocaine ainsi que participer à des activités culturelles, sportives et linguistiques. L'accord prévoit aussi des actions pour faciliter l'inscription dans les établissements scolaires ou encore des journées de sensibilisation sur le thème de la migration dans les écoles.

Cette convention n'est pas inédite, elle fait partie des nombreux accords signés dans le cadre de la «Stratégie nationale Immigration et Asile» lancée en 2014 au Maroc pour aider les réfugiés à s'intégrer. Le HCR note la présence de 8000 réfugiés statutaires dans le Royaume dont près de 3000 ont moins de 18 ans majoritairement non scolarisé.

Selon les chiffres avancés par le Haut-Commissariat des réfugiés au Maroc cité par Info Migrants, «86% des enfants de réfugiés statutaires sont intégrés à l'école primaire, mais seuls 36% continuent vers le secondaire», regrette François Reybet-Degat. Parmi les 8 000 réfugiés vivant au Maroc, «plus de 50%» viennent de Syrie, «16% du Yémen, Pakistan et Irak, et 16% d'Afrique subsaharienne», détaille le représentant du HCR.

Selon le sociologue Mehdi Alioua, membre fondateur du Groupe antiraciste d'accompagnement et de défense des étrangers et des migrants (Gadem), interrogé par Le Monde au printemps dernier, on compte «au moins 20 000» migrants, en grande majorité originaires d'Afrique subsaharienne, au Maroc. Ces sans-papiers vivent au jour le jour dans des secteurs informels, mal payés. L'immense majorité veut se rendre en Europe – via les Canaries ou les enclaves espagnoles de Ceuta et Melilla - et ne considèrent le Maroc que comme un pays de transit. Beaucoup de jeunes ne prennent donc pas le chemin du lycée ou de l'université.

Dakissaga Lucien

ANNONCE


OTC
ONLINE TRAINING CENTER
40% de remise
OFFRE SPÉCIALE SUR LES INSCRIPTIONS EN LICENCE
Rentrées : 5 juin et 5 juillet
www.formationenligne.org

INFOS DES PAYS D'AFRIQUE

Le Burundi rouvre bientôt sa frontière avec la RDC à Gatumba



La direction générale de migration (DGM)/Uvira, a annoncé mercredi 5 mai une probable réouverture, dans un proche avenir, de la frontière entre la RDC et le Burundi au niveau de Gatumba. Selon la Radio Okapi, le Burundi a tranché à l'issue d'une réunion du Comité de gestion de Covid-19 tenue lundi 3 mai au Burundi en faveur de l'ouverture de la frontière de Gatumba pour relancer l'économie du Burundi très touchée par les conséquences dues à la pandémie. A cet effet, un mouvement timide des véhicules et des personnes a été observé ce mercredi matin sur le tronçon menant vers la frontière de Kavimvira, deux jours seulement après l'annonce de la réouverture de la frontière burundaise de Gatumba. Ces personnes disent s'impatienter de voir le trafic reprendre. En dehors du commerce, cette réouverture de la frontière pourrait permettre le refoulement dans leur pays de quelques centaines d'immigrés économiques burundais. Ils avaient été bloqués depuis le mois de décembre dernier avant d'être appréhendés par les services de sécurité pour séjour illégal en RDC.

Le Gabon cumule une perte de 2785 milliards FCFA en 10 ans de commerce avec la France (exclusif)



L'Organisation internationale pour les migrations (OIM) a déclaré mercredi avoir aidé plus de 700 migrants bissau-guinéens à rentrer en Guinée-Bissau au cours des trois dernières années.»Nous avons soutenu le retour et la réintégration de plus de 700 migrants» dans le cadre d'un projet, a déclaré la représentante de l'agence onusienne à French.china, Fatima Teixeira. «Le processus de réintégration passe par des formes diverses, allant du soutien médical et documentaire, à l'insertion des écoliers à nouveau, au soutien au démarrage de nouvelles activités économiques génératrices de revenus, au soutien financier, en nature et à la formation», a-t-elle souligné.

Algérie : 230 pompiers sanctionnés pour avoir manifesté



Le ministère algérien de l'intérieur a annoncé lundi 3 mai suspendre et poursuivre en justice 230 pompiers ayant manifesté la veille à Alger pour l'amélioration de leurs conditions de travail et salariales, dans un climat social dégradé.

« Ces 230 agents [de la Protection civile] sont suspendus dans un premier temps puis, dans un deuxième temps, ils seront poursuivis en justice pour avoir enfreint la loi », a promis un communiqué du ministère de l'intérieur. Ils sont accusés d'avoir enfreint le « statut particulier des fonctionnaires appartenant aux corps spécifiques de la Protection civile ». Les sapeurs-pompiers, comme les policiers, n'ont pas le droit de grève ni celui de manifester, en Algérie.

INFOS DES PAYS D'AFRIQUE (suite)

Gabon : Chute de 3,2% du chiffre d'affaires dans les télécoms en raison de la Covid 19



D'après un rapport publié en avril 2021 par le ministère de l'Économie, le chiffre d'affaire du télécom s'est abaissé à 216,1 milliards de FCFA en 2020, ce qui représente une baisse de 3,2% comparé à l'année 2019. Sur les raisons de cette contraction , écrit Digital Business Africa , le ministère de l'Economie évoque la baisse des prix des télécommunications qui avait été appliquée pour aider les populations confinées à rester en contact avec leurs proches. Aussi, l'arrêt des activités commerciales décidées le 9 avril 2020 pour limiter la progression du virus est également évoqué comme l'une des raisons de la baisse du chiffre d'affaire dans le secteur. Le rapport indique que tout n'a pas été que négatif. Par exemple, on a enregistré une croissance du nombre d'abonnés mobiles d'environ 2% pour atteindre 3,07 millions de personnes. Dans la même veine, le nombre d'abonnés aux lignes fixes a également augmenté de 16,1%.

Kenya Airways relance ses vols domestiques



La compagnie aérienne Kenya Airways a relancé dimanche ses vols intérieurs au départ de Nairobi, les déplacements vers et depuis la capitale étant de nouveau possibles.Suspendues depuis fin mars en raison de la pandémie de Covid-19, les liaisons domestiques de la compagnie nationale kenyane vers et depuis l'aéroport de Nairobi-Jomo Kenyatta ont repris le 2 mai 2021. Kenya Airways propose désormais deux vols quotidiens à destination de Mombasa, et une rotation par jour vers Kisumu, se réservant la possibilité d'augmenter les fréquences « en fonction de la demande ».Kenya Airways « continuera à travailler en étroite collaboration avec le gouvernement du Kenya par le biais du ministère de la Santé et de la Kenya Airports Authority (KAA) pour faire appliquer les mesures et protocoles de sécurité. La priorité absolue de la compagnie aérienne reste la santé et la sécurité des passagers, de l'équipage et du personnel », a indiqué la direction dans un communiqué.

Bénin: Paul Hounkpè, du parti FCBE, désigné chef de file de l'opposition



Il y a désormais officiellement et pour la première fois un chef de file de l'opposition. Le secrétaire exécutif national du parti FCBE (Forces Cauris pour un Bénin émergent) a été désigné par décret. Paul Hounkpè, souhaite créer un cadre de dialogue au sein de l'opposition, pour faire des propositions au gouvernement. Au sein du parti Les Démocrates, qui n'a pas pu présenter de candidat à la dernière présidentielle, on considère la désignation de Paul Hounkpè comme un non-événement. A en croire Rfi, l'un de ses vice-présidents, Eugène Azatassou, accuse le chef de l'État d'avoir fabriqué une opposition pour l'accompagner aux dernières élections.

INFOS DES PAYS D'AFRIQUE (suite)

Libye : un retrait des forces étrangères serait « un signal important »



La chancelière Angela Merkel a estimé lors d'un entretien mercredi avec le président turc Recep Tayyip Erdogan qu'un retrait des forces étrangères et mercenaires de Libye serait « un signal important » de soutien au gouvernement libyen de transition.Selon le site Arme news, les deux dirigeants « étaient d'accords pour soutenir le nouveau gouvernement de transition mené par Abdelhamid Debibah dans l'amélioration de l'approvisionnement de la population et l'organisation des élections à la fin de cette année », a indiqué Steffen Seibert, le porte-parole de la chancelière dans un communiqué. Angela Merkel a souligné à cet égard « que le début prochain d'un retrait des soldats et des mercenaires étrangers serait un signal important », a-t-il précisé. L'ONU estime à environ 20.000 le nombre de militaires étrangers, principalement venus de Turquie, et de mercenaires (russes, syriens, tchadiens et soudanais) déployés en Libye.

Tunisie:Trente-huit migrants secourus au large de la Tunisie



Trente-huit migrants de diverses nationalités africaines qui tentaient de rallier l'Europe ont été secourus mercredi 05 mai 2021 par la marine tunisienne alors que leur embarcation était «sur le point de couler» au large de l'île de Kerkennah, dans l'est du pays, rapporte le site Radio Okapi citant le ministère de la Défense. Selon le site, six femmes figuraient parmi les 36 personnes âgées de 20 à 35 ans ayant pris place «à bord d'une embarcation qui était sur le point de couler» près de l'île de Kerkennah dans les eaux territoriales tunisiennes. Selon le communiqué, ces migrants ont raconté être partis dans la nuit de mardi à mercredi de cette île dans l'espoir de pouvoir rejoindre l'Europe en traversant la mer Méditerranée. Selon l'ONU près de 300 migrants ont péri depuis le 1er janvier en Méditerranée et 1.200 en 2020, dont la grande majorité sur cette route centrale.

Ouganda: réhabilitation de la centrale de Kiira en cours



Eskom Ouganda, une filiale de la compagnie électrique sud-africaine Eskom, réhabilitera la centrale hydroélectrique de 200 MW de Kiira. Selon Thozama Gangi, son directeur général, cité par l'Agence Ecofin, «Il s'agit d'un nouvel investissement dans la centrale électrique de Kiira, conformément au mandat d'Eskom consistant à entretenir et à exploiter les centrales électriques de Kiira et de Nalubaale».

Le projet vise à moderniser le régulateur des unités 14 et 15 de la centrale hydroélectrique, située à environ 200 km de la ville de Jinja, dans la région orientale de l'Ouganda. Son coût est estimé 1,4 million $ qui seront apportés par l'Eskom.

INFOS DES PAYS D'AFRIQUE (suite)

RD-CONGO : Félix Tshisekedi envisage un partenariat avec Transco pour le transport gratuit des étudiants



Le Chef de l'Etat, Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo a, à l'issue de sa visite le mercredi 5 mai 2021, des installations de l'Université Pédagogique Nationale (UPN) et de l'Institut National du Bâtiment et des Travaux Publics (INBTP), fait savoir qu'un partenariat est déjà envisagé avec la société publique Transco pour le transport gratuit des étudiants, selon le site médiacongo.net

"Les moyens sont maintenant disponibilisés, faisant allusion aux engagements qu'il avait pris en son temps pour assurer l'amélioration de la qualité d'enseignement dans cette institution académique. Une équipe d'entrepreneurs viendra dans les prochains jours sur le site pour évaluer les besoins en matière notamment de logement et voir comment y apporter des réponses idoines", peut-on lire sur ladite dépêche.

Cameroun : Simon Pierre Ediba nommé nouveau directeur général par intérim de l'Autorité Portuaire Nationale



Le conseil d'administration de l'Autorité portuaire nationale (APN) a procédé le 5 mai 2021 à la nomination à titre intérimaire de Simon Pierre Ediba dans les fonctions de directeur général en remplacement de Josué Youmba décédé le 28 avril dernier, rapporte le site Financial Afrik. Expert en assurances maritimes et portuaires et auparavant chef de la Division des études, de la planification et du développement portuaire (DEPDP), le nouveau directeur général est un fin connaisseur du ministère des Transports pour avoir occupé diverses responsabilités. Ce qui l'a parfois amené a assuré l'intérim à ce poste. Sur le plan politique, il est maire de la commune d'Obala, où il implémente la décentralisation dans cette collectivité territoriale décentralisée. L'APN est le bras séculier de l'Etat pour la mise en œuvre de la politique portuaire nationale du Cameroun est

(COVID-19) : Djibouti enregistre le plus bas taux de cas en 24 heure de la seconde vague (ministère)



Djibouti a enregistré mercredi son plus bas taux de cas de COVID-19 en 24 heures depuis la mi-mars, date du début de la seconde vague dans le pays, selon le rapport quotidien du ministère djiboutien de la Santé consacré à l'évolution locale de la pandémie.

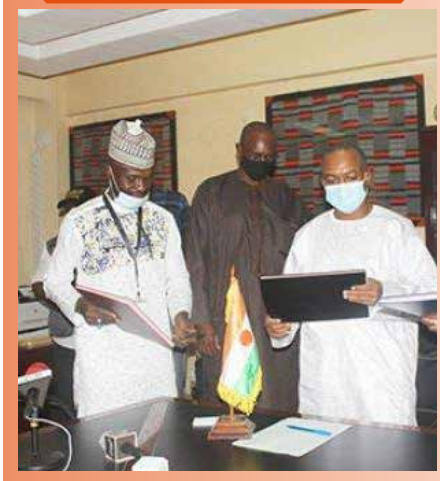
Sur 445 échantillons testés au cours des dernières 24 heures, 21 sont revenus positifs, soit un taux de 4,72%, portant à 11.268 le bilan des cas confirmés.

«Ceci confirme non

INFOS DES PAYS D'AFRIQUE (suite et fin)

seulement la stabilité des bons résultats, mais également le début d'une nouvelle maîtrise sur l'ensemble du territoire national», a indiqué le secrétaire général du ministère, Salah Banoita. Il a appelé par ailleurs la population à poursuivre sur cette voie, afin de «combattre ensemble ce virus avec l'application des gestes barrières».

Le Niger accueillera la 7e édition du West African Music and Moovie Awards (Wamma)



La 7e édition du festival West African Music and Moovie Awards (Wamma) se tiendra à Niamey au Niger. Une convention de partenariat a été signée dans ce sens, ce mardi 4 mai, entre le ministre nigérien du tourisme, et de l'artisanat, Mohamed Hamid, l'Agence Nationale de l'Économie des Conférences (ANEC) et le Comité d'organisation de la 7e édition du Wamma, représenté par le promoteur du festival Abdourahaman Abdoul Kadri.

Le Wamma est l'un des plus importants festivals sur la musique et le cinéma dans la sous-région ouest africaine. « Le choix du Niger pour abriter cette 7e édition du Wamma est une récompense pour les acteurs nigériens qui ont montré leur talent au cours des éditions précédentes », a indiqué le ministre du tourisme et de l'artisanat, selon le média Niamey et les 2jours.

Rappelons que lors de la 6e édition du Wamma tenue au Nigéria, sur les 30 prix toutes catégories confondues, les artistes nigériens en ont raflé 18.

Congo Brazza: Démission du Premier ministre et son gouvernement



Le Premier ministre du Congo-Brazzaville Clément Mouamba a remis la démission de son gouvernement au président Denis Sassou mercredi 05 mai 2021 à la suite de la présidentielle du 21 mars dernier, selon Voa Afrique. Le gouvernement qui démissionne avait pour mission de mettre en œuvre le projet présidentiel appelé «la marche vers le développement» dont les résultats sont controversés, selon les analystes. Récemment, M. Mouamba avait, selon un compte-rendu du gouvernement, reproché aux ministres de négliger les réunions gouvernementales en attendant leur démission. La démission a été acceptée par le président de la république qui a adressé ses remerciements à l'ensemble des ministres pour le travail accompli durant cinq années de collaboration», a indiqué dans une annonce selon notre source, le cabinet du président Sassou Nguesso.

INFOS DES PAYS D'AFRIQUE (suite)

Le Maroc et l'ONU célèbreront lundi prochain la Journée Internationale de l'Arganier



Selon le site LE MATIN,l'Agence nationale pour le développement des zones oasiennes et de l'arganier(Andzoa)a indiqué dans un communiqué que le Maroc et l'Organisation des Nations Unies fêteront lundi prochain à Agadir, la première Journée Internationale de l'Arganier. A cette occasion, un événement de haut niveau sera organisé sous la présidence du ministre de l'agriculture, de la pêche maritime, du développement rural, des eaux et des forêts, Aziz Akhannouch. Organisé en format hybride, cet événement sera suivi à travers le monde, en live sur la web TV des Nations Unies, ainsi que sur YouTube et sur les réseaux sociaux par des autorités de marques."Cette célébration vient couronner les efforts du Royaume du Maroc dans la promotion de l'Arganier en tant que patrimoine culturel immatériel de l'humanité et source ancestrale du développement résilient et durable", note la même source cité par le journal LE MATIN, rappelant que la proclamation de cette journée internationale fait suite à l'adoption d'une résolution, présentée par le Maroc, à l'Assemblée Générale des Nations Unies à New York le 3 mars 2021.

Covid-19: Les États-Unis favorables à une levée des brevets sur les vaccins



Selon l'AFP citée par le journal LE MATIN, les autorités américaines ont annoncé, mercredi 05 mai 2021 être favorable à la levée des protections de propriété intellectuelle pour les vaccins contre le Covid-19, afin d'accélérer la production et la distribution des précieux sérums dans le monde. «Il s'agit d'une crise sanitaire mondiale, et les circonstances extraordinaires de la pandémie du Covid-19 appellent à des mesures extraordinaires», a déclaré la représentante américaine au Commerce Katherine Tai dans un communiqué. «L'administration croit fermement aux protections de la propriété intellectuelle, mais pour mettre fin à cette pandémie, elle soutient la levée de ces protections pour les vaccins contre le Covid-19», a-t-elle ajouté, précisant que Washington participait «activement» aux négociations menées à l'OMC pour permettre la levée de ces brevets. Face à une telle annonce, à Wall Street, les titres des fabricants de vaccins avaient reculé mercredi en fin de séance, nous rapporte également l'AFP. Moderna, inclus dans l'indice du Nasdaq, a plongé de 6,19% à 162,84 dollars. Novavax, dont le vaccin est encore à l'étude, a abandonné presque 5%. Pfizer a stagné tandis que son partenaire allemand BioNtech a lâché 3,45%. Johnson and Johnson a abandonné 0,42%.

INFOS DES PAYS D'AFRIQUE (suite)

Centrafrique: Simplice Mathieu Sarandji élu président de l'Assemblée nationale



En République centrafricaine, Simplice Mathieu Sarandji a été élu ce mercredi 5 mai président de l'Assemblée nationale avec 69 voix sur 87. Il devient ainsi et pour les cinq prochaines années le second personnage de l'État dans l'ordre protocolaire. En raison du contexte sécuritaire, seuls 90 députés sur un total de 140 avaient pu être élus à l'issue du scrutin législatif dont le premier tour avait été fortement perturbé le 27 décembre dernier. Malgré les débats la Cour constitutionnelle a tranché : le quorum est atteint et la nouvelle Assemblée semble donner l'avantage au parti au pouvoir. À l'issue des tractations, la plupart des députés élus sous l'étiquette « indépendants » se sont finalement ralliés à la candidature de Simplice Mathieu SSarandj. Ce géographe de formation, passé par l'université française, est âgé de 66 ans. De retour au pays après une évacuation sanitaire, son état de santé suscite encore des interrogations.

RDC : le frère de Joseph Kabila évincé de son poste à la tête de la province du Tanganyika



Le gouverneur de la province du Tanganyika dans le sud-est de la République démocratique du Congo (RDC), Zoé Kabila, a été destitué, jeudi, par l'assemblée provinciale qui l'accuse de mauvaise gestion et manque de leadership. Alors qu'il est retenu à Kinshasa pour des raisons administratives, le gouverneur, par ailleurs frère de l'ex-président Joseph Kabila, a été destitué de ses fonctions par 13 des 23 députés provinciaux présents à la plénière. Ces derniers ont voté la motion de censure déposée contre le gouverneur et tout son gouvernement. Le gouverneur est accusé de «mauvaise gestion, manque de leadership, incompétence et mauvaise gouvernance», peut-on lire dans la motion déposée lundi dernier. «Nous reprochons au gouverneur le détournement de 3.800.000.000 de FC (1,7 million USD) destinés à la paie des arriérés des salaires, des indemnités de sortie des anciens cabinets du gouvernement passé et des dettes de tiers personnes, soutiennent les députés.

La Somalie annonce la reprise des relations diplomatiques avec le Kenya



La Somalie a annoncé, ce jeudi, le rétablissement des relations diplomatiques avec le Kenya après une interruption qui a duré 5 mois, à la suite des accusations portées par Mogadiscio à l'encontre de Nairobi concernant l'ingérence du Kenya dans ses affaires intérieures. C'est ce qui est ressorti d'une conférence de presse tenue par le vice-ministre somalien de l'information, Abdel-Rahman Youssef, dans la capitale, Mogadiscio.

INFOS DES PAYS D'AFRIQUE (suite)

Le Zimbabwe opère des changements constitutionnels `` historiques ''



Le Sénat du Zimbabwe a adopté un projet de loi d'amendement constitutionnel qui donne au président le pouvoir de nommer des juges et de supprimer l'exigence d'un candidat aux élections présidentielles. Le ministre de la Justice, Ziyambi Ziyambi, a déclaré que le vote était «historique», tandis que l'opposition a soutenu qu'il s'agissait d'un «moment désastreux». Seuls 10 sénateurs se sont opposés au projet de loi lors du vote, et cinq sénateurs de l'opposition ont voté pour. Le projet de loi propose également l'extension du système de quotas de femmes qui prévoit la nomination de 60 femmes parlementaires supplémentaires hors circonscription. Une disposition prévoyant 10 sièges au parlement pour les jeunes a également été incluse, nous indique la BBC.

Les pays de la CEDEAO invités à investir dans la production de données



Les membres de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) devraient investir davantage dans la production de données pour stimuler leur développement économique, a déclaré mercredi un responsable de la CEDEAO. Kofi Konadu Apraku, commissaire de la CEDEAO pour la politique macroéconomique et la recherche économique, a fait ces remarques lors de la réunion régionale de coordination statistique de la CEDEAO qui s'est tenue à Accra. Le développement de nouvelles sources de données, y compris les mégadonnées, devrait être exploité pour améliorer la fourniture de statistiques officielles afin de tirer parti des progrès des nouvelles technologies qui rendraient la production de données plus facile et plus rentable dans la région.

Nigeria : Fin de calvaire pour les derniers 29 étudiants Kidnappés en mars



Les derniers 29 étudiants qui étaient encore captifs, sur un groupe de 39 enlevés le 11 mars dans leur université du nord-ouest du Nigeria, ont été libérés. Selon France 24, l'information a été donnée le 5 mai par Samuel Aruwan, un haut responsable de l'État de Kaduna, dans un communiqué, sans donner de détails sur les circonstances de la libération des étudiants ou sur leur état de santé. Un premier groupe de dix étudiants avaient été retrouvé par les forces de sécurité dans les semaines suivant l'attaque de leur université des faubourgs de la ville de Kaduna. «Nous sommes heureux qu'ils aient été libérés... Nous remercions tous les acteurs ayant contribué à cette heureuse

INFOS DES PAYS D'AFRIQUE (suite)

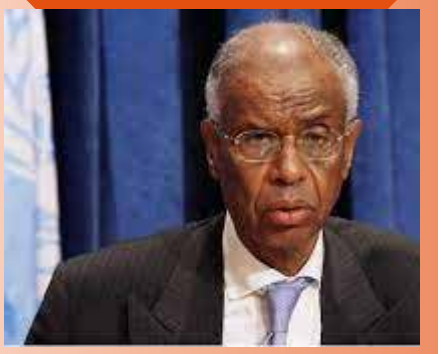
issue», a réagi le président Muhammadu Buhari dans un communiqué, cité par notre source. Le Nigeria, le pays le plus peuplé d'Afrique avec plus de 200 millions d'habitants, est en proie à de multiples conflits, entre une insurrection jihadiste dans le Nord-Est, des attaques de bandes criminelles pratiquant des enlèvements de masse dans le Nord-Ouest et celles de séparatistes qui visent les forces de sécurité dans le Sud-Est.

NIGERIA : le gouvernement fédéral va solariser 304 hôpitaux et écoles



Le gouvernement fédéral du Nigeria a annoncé un plan visant à électrifier 304 établissements de soins de santé et écoles dans l'ensemble du pays, a indiqué Afrik 21. Le projet qui s'appuiera sur l'énergie solaire s'inscrit dans le cadre du plan de relance post-Covid-19 du Nigeria. Le projet concerne 200 centres de soins de santé primaires établis principalement dans les localités reculées. Les systèmes solaires hors réseau construits dans ces cliniques garantiront la continuité du service 24 heures sur 24, a ajouté notre source. Le projet sera mis en œuvre par l'Agence d'électrification rurale (REA) du Nigeria. Outre l'électrification des cliniques, l'organisme public prévoit d'installer des lampadaires solaires dans les communautés d'accueil. Pour Sale Mamman, ministre nigérian de l'Énergie cité par notre source, ce projet contribuera à l'atteinte de l'objectif de 30 % d'électricité produite à partir des sources renouvelables. La REA prévoit aussi de solariser 104 écoles publiques. L'agence installera aussi des lampadaires solaires dans les campus et fournira des systèmes solaires domestiques aux communautés locales. La REA dispose de 12 mois pour achever l'ensemble des travaux.

Tchad: le mauritanien Ahmedou Ould Abdallah, envoyé spécial de la Francophonie (OIF)



La Secrétaire générale de la Francophonie, Madame Louise Mushikiwabo, a désigné Ahmedou Ould Abdallah de la République Islamique de Mauritanie, en qualité d'Envoyé spécial pour le suivi de la situation au Tchad, a annoncé Financial Afrik. Cette désignation s'inscrit dans le cadre des initiatives de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF) pour accompagner le processus de transition engagé au Tchad. M. Abdallah conduira, dans les prochains jours, une délégation de haut niveau de la Francophonie qui se rendra à N'Djamena à l'effet de prendre attache avec les nouvelles autorités ainsi qu'avec les acteurs politiques et sociaux tchadiens. L'Envoyé spécial de la Francophonie œuvrera en coordination avec les partenaires internationaux,

INFOS DES PAYS D'AFRIQUE (suite et fin)

notamment l'Union africaine (UA) et la Communauté économique des Etats de l'Afrique centrale (CEEAC) dans le but de contribuer à une gestion apaisée, consensuelle et inclusive de la transition.

Les Sages-femmes de la Mauritanie réclament la réglementation de leur profession



L'Association des sages-femmes de Mauritanie, à l'instar de leurs consœurs à travers le monde, ont célébré mercredi 5 mai 2021 en mode virtuel, la Journée internationale de la sage-femme, sous le thème « Les chiffres parlent d'eux-mêmes : investissez dans les sages-femmes », a indiqué l'Authentic info. Pour la Secrétaire générale de la santé, Dr. Bâ Halima , citée par notre source, cette cérémonie constitue une étape importante dans le renforcement de la profession sage-femme. Elle ajoute que le thème retenu cette année, regroupe, la préoccupation des autorités qui l'ont clairement définie dans la politique de santé conformément aux engagements du Président de la République, Mohamed Cheikh Ghazouani, et au programme du gouvernement. Elle a souligné que le Ministère de la Santé fera tout pour rehausser la pratique sage-femme.

Le Quotidien Numérique d'Afrique

EDITION CONTINENTALE
02 BP 5805 Ouaga 02
Burkina Faso
Tél: + 226 76 60 97 21
E-mail: redaction@sc-mail.info

Site web
www.quotidiennumerique.com

Autorisations
n°5509P /2013/ CAO/ TGI.O/P.F.
n°1238/2016/CAO-TGI/ OUA/P.F

Administration
OTC MEDIA SARL
Les éditions Sciences-campus

Directeur de publication
Siaka GOW
Redacteur en chef
Augustin NIKIEMA

Equipe de redaction
-Lonsani SANOGO
-Oumou KONATE
-Roseline BADO
-Leylatou TIENDREBEOGO
-Lucien DAKISSAGA
-Fatoumata COMPAORE
-Djakaridja GHO
-Romuald Aristide SOME
- Pierre OUEDRAOGO
-Augustin NIKIEMA
- Fiakofi KOSSI
-Line Rose BAMBARA

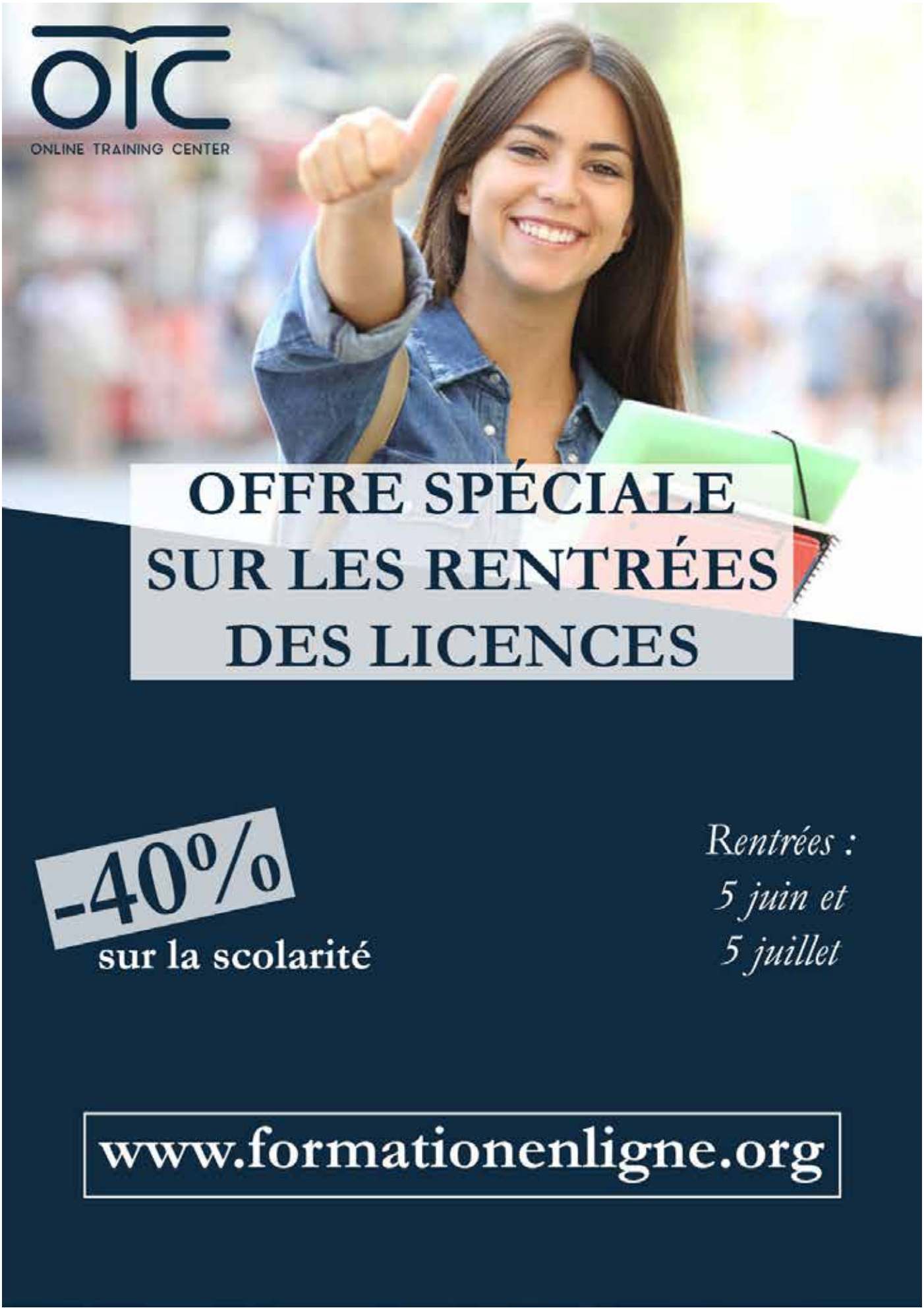
Equipes de montage
-Djakaridja GHO
-Romuald Aristide SOME

Distribution
www.quotidiennumerique.com
Carte d'abonnement
+226 61 07 20 20

Une vente en ligne
(Abonnement, insertion, couverture médiatique)
+226 76 60 97 21
+226 61 08 03 03
+226 72 07 20 20
E-mail: contact@sc-mail.info

Service commercial
+226 61 07 20 20
ac@sc-mail.info

ANNONCE


OTC
ONLINE TRAINING CENTER
OFFRE SPÉCIALE
SUR LES RENTRÉES
DES LICENCES
-40%
sur la scolarité
Rentrées :
5 juin et
5 juillet
www.formationenligne.org